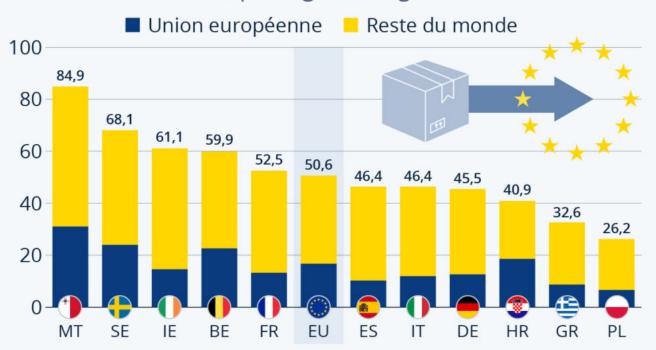


Les importations pèsent lourd dans l'empreinte carbone de l'UE

Les importations pèsent lourd dans l'empreinte carbone de l'UE

Part des émissions de CO2 des pays liée aux importations de biens et services, par région d'origine (2018) *



^{*} Production et transport des importations. La part restante correspond à l'ensemble des émissions domestiques (y compris les émissions directes des ménages).

Source: Insee













Le Parlement européen vient d'approuver une législation visant à introduire progressivement une taxe sur les importations de produits à forte teneur en carbone, basée sur le CO2 émis lors de leur production. Ce projet de loi, qui cible notamment les importations d'acier, de ciment, d'aluminium, de fertilisants et d'électricité, est une première mondiale et n'attend plus que l'approbation finale des pays de l'UE dans les prochaines semaines.

Cette taxe vise à faire pression sur les pays extérieurs à l'UE pour qu'ils fixent un prix du carbone, tout en contrant les avantages que peuvent avoir les industries de l'UE qui délocalisent leur production dans des régions où la législation environnementale est moins stricte. Comme l'explique Les Échos : « Les importateurs devront acheter des certificats d'émission basés sur le prix du carbone qu'ils auraient dû acquitter si les biens avaient été produits dans l'UE. Car les entreprises européennes doivent acheter des quotas de CO2 sur le marché européen du carbone lorsqu'elles polluent ».

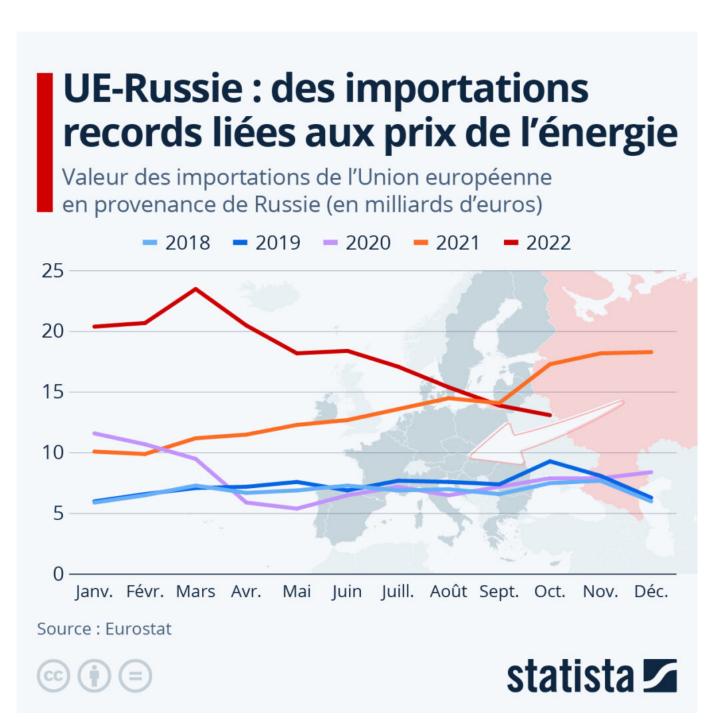
Si l'on tient compte de la taille de la population, la Chine émet 2 fois plus de dioxyde de carbone par habitant que la moyenne mondiale, l'UE 1,5 fois plus et les États-Unis 3 fois plus. Mais ces chiffres ne comptabilisent pas les émissions associées aux biens et services importés, dont une grande partie de la production (et de l'empreinte écologique) est localisée dans des <u>pays manufacturiers</u> qui dépendent encore beaucoup des énergies fossiles. En intégrant l'impact des produits utilisés localement mais fabriqués à l'étranger, l'<u>empreinte carbone</u> par habitant devient plus élevée dans l'UE qu'en Chine : 11 tonnes d'équivalent CO2 par an, contre 8. Le chiffre pour les États-Unis est de 21 tonnes.

Comme le révèlent des données de l'<u>Insee</u> reprises dans notre graphique, la part de l'empreinte carbone associée aux importations varie de 26 % à 85 % dans les pays de l'UE – la moyenne étant de 51 % (dont 34 % hors-UE). Avec un mix énergétique carboné qui gonfle ses émissions territoriales, la Pologne affiche la part la plus faible. À l'inverse, c'est Malte, une petite île dépendante du commerce extérieur, qui présente la part d'empreinte CO2 importée la plus élevée. L'Allemagne, l'Italie et la France se trouvent dans une situation intermédiaire (46 % à 53 %, dont 33 % à 39 % hors-UE).

De Tristan Gaudiaut pour **Statista**

UE-Russie : des importations records liées aux prix de l'énergie





Jusqu'en octobre 2022, les États membres de l'Union européenne ont importé de Russie des marchandises d'une valeur de 181 milliards d'euros, soit une augmentation de 38 % par rapport à l'année précédente.

Cela ne signifie pas pour autant que les sanctions imposées à la suite de la guerre d'agression russe en



Ukraine n'ont pas eu d'effet, comme l'illustre la tendance à la baisse représentée dans notre graphique basé sur les données d'<u>Eurostat</u>. Le record d'importation de l'année dernière s'explique essentiellement par la forte hausse des prix des <u>combustibles fossiles</u> au cours du premier semestre. Mais depuis la fin de l'été, les cours du pétrole et du gaz sont retombés.

Au cours des dix premiers mois de 2022, les importations européennes de « combustibles minéraux, lubrifiants et produits connexes » provenant de Russie ont représenté 131,5 milliards d'euros, soit 73 % du total importé de ce pays, selon Eurostat. A titre de comparaison, en 2021, les <u>recettes russes</u> liées aux exportations de pétrole et de gaz vers l'Europe s'élevaient à 104 milliards d'euros et représentaient 64 % du total exporté vers l'UE.

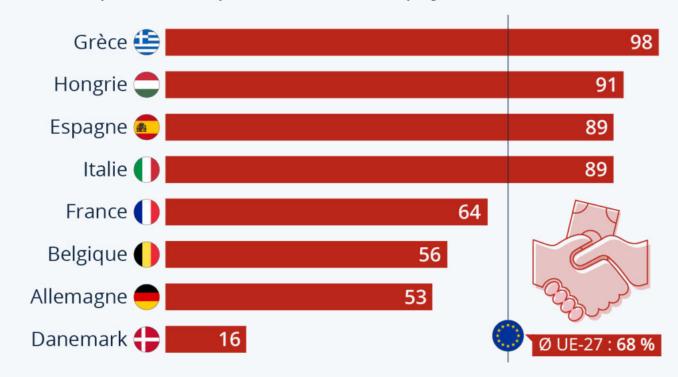
De Claire Villiers pour Statista

La corruption reste perçue comme un problème majeur dans l'UE



La corruption demeure un problème majeur dans l'UE

Part des citoyens européens qui considèrent que la corruption est répandue dans leur pays en 2022, en %



Base : 26 509 répondants (15 ans et plus) interrogés en mars/avril 2022.

Source: Special Eurobarometer on Corruption





Un scandale de corruption secoue actuellement le Parlement de l'Union européenne. L'élue grecque Eva Kaili, vice-présidente de l'assemblée européenne, a été inculpée pour corruption dans une affaire liée au Qatar et écrouée dimanche à Bruxelles, en compagnie de trois autres personnes. Les soupçons des enquêteurs portent sur d'importants versements d'argent qu'aurait effectués le pays organisateur du Mondial 2022 pour influencer la politique européenne.



Pour la plupart des citoyens européens, le fait qu'une affaire de corruption éclate au sein des institutions européennes ne devrait pas être une grande surprise. Au printemps dernier, 68 % des personnes interrogées dans le cadre d'un sondage mené à l'échelle de l'UE ont déclaré que la corruption était une pratique répandue dans leur pays. Alors pourquoi en serait-il autrement à Strasbourg ou à Bruxelles ? En France également, près de deux tiers des personnes interrogées (64 %) affirment que la corruption est courante dans l'Hexagone. Ce chiffre est encore plus élevé dans les pays voisins du Sud : 89 % en Espagne et en Italie. Comme le montre notre graphique, c'est la Grèce qui arrive en tête en matière de corruption perçue dans l'UE. Si l'on en croit les Danois, la corruption ne serait en revanche pas un phénomène particulièrement répandu au Danemark. Avec la Finlande, c'est le seul État membre de l'UE où moins d'un citoyen sur cinq estime que ce fléau demeure courant à l'échelle nationale.

De Tristan Gaudiaut pour <u>Statista</u>

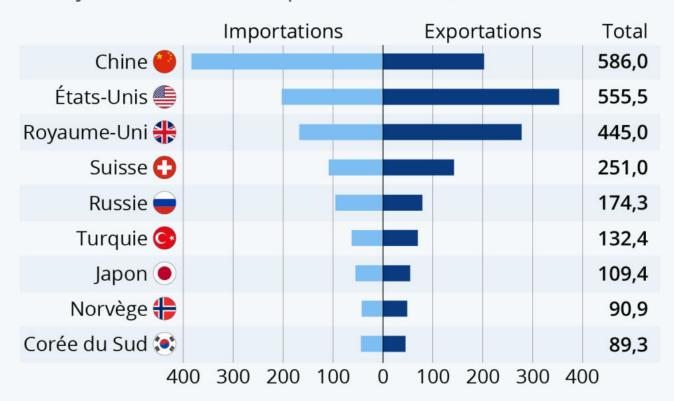
Sur le même sujet : un état des lieux du <u>niveau de corruption dans le monde</u>.

Les principaux partenaires économiques de l'UE



Les principaux partenaires économiques de l'UE

Volume des échanges commerciaux avec les partenaires majeurs de l'Union européenne en 2020, en milliards d'euros



Source : Commission européenne











Après plusieurs mois de discussions avec l'<u>Union européenne</u>, la <u>Suisse</u> a mis fin aux négociations sur ses relations bilatérales avec l'UE, a annoncé mercredi le gouvernement helvète. Les deux parties n'ont pas réussi à s'entendre sur plusieurs points, notamment les salaires, la libre circulation des personnes ou encore les aides publiques, et l'accord aurait nécessité un « compromis important » en Suisse, a fait savoir le ministre des Affaires étrangères du pays.



Comme le montre notre graphique, basé sur les chiffres de la <u>Commission européenne</u>, la Suisse et l'UE entretiennent de fortes relations commerciales. Le pays est ainsi le 4ème partenaire économique de l'UE, avec des échanges commerciaux d'une valeur totale de plus de 250 milliards d'euros l'année dernière. Dans le détail, les 27 pays membres ont importé 109 milliards d'euros de marchandises en provenance de Suisse, tandis que les exportations du pays vers l'UE ont atteint 142 milliards d'euros.

Les plus grands <u>partenaires de l'UE</u> en matière de commerce sont toujours la <u>Chine</u> et les États-Unis, avec un volume d'échanges compris entre 500 et 600 milliards d'euros en 2020. La balance commerciale reste toutefois négative avec la Chine (-181 milliards d'euros), alors qu'elle est largement positive avec les Etats-Unis (+ 150 milliards d'euros).

De Tristan Gaudiaut pour Statista